

**Convention collective**

**EXPLOITATIONS FORESTIÈRES  
DE BASSE-NORMANDIE  
ET PROPRIÉTAIRES FORESTIERS  
DE SYLVICULTEURS DE L'ORNE**

**(18 juillet 1977)**

(Étendue par arrêté du 21 mars 1978,  
*Journal officiel* du 20 avril 1978)

**AVENANT N° 50 DU 4 JUILLET 2005 (1)**

**NOR : AGRS0597164M**

Entre :

Le groupement des exploitants forestiers et scieurs bas-normands ;

Le syndicat des propriétaires forestiers sylviculteurs de l'Orne,

D'une part, et

L'union régionale CFDT de Basse-Normandie ;

Le syndicat national des cadres d'exploitations agricoles CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 25 *bis* devient l'article 25.1, sans modification dans son titre.

Le deuxième alinéa de cet article est modifié et remplacé par l'alinéa suivant :

« Les exploitants forestiers et les entrepreneurs de travaux forestiers peuvent rembourser le montant exact des frais réels engagés par leurs salariés. »

**Article 2**

L'article 33 « Durée du travail » est modifié comme suit :

Les termes : « 1 600 heures » figurant au troisième alinéa sont remplacées par les termes : « 1 607 heures ».

---

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

### **Article 3**

Au dernier alinéa de l'article 34 « Durée maximale du travail », la référence à l'article « L. 932-2 » est remplacée par la référence à l'article « L. 932-1-I ».

### **Article 4**

L'article 35 « Contrôle de la durée du travail » est modifié comme suit :

Les termes : « équipes successives » figurant au II sont remplacés par les termes : « équipes alternantes, chevauchantes ou successives ».

### **Article 5**

L'article 41 « Congés exceptionnels » est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

#### **« 1. Congés rémunérés**

Tout salarié bénéficie, sur justification et à l'occasion de certains événements familiaux, d'une autorisation exceptionnelle d'absence. Ces jours d'absence n'entraînent pas de réduction de la rémunération. Ils sont assimilés à des jours de travail effectif.

Sans condition d'ancienneté :

- mariage ou conclusion d'un pacte civil de solidarité par le salarié : 4 jours ;
- décès d'un enfant : 3 jours ;
- décès du conjoint ou du partenaire lié par un pacte civil de solidarité : 3 jours ;
- mariage d'un enfant : 1 jour ;
- décès du père ou de la mère : 2 jours ;
- décès d'un beau-parent, d'un frère ou d'une sœur : 1 jour ;
- appel de préparation à la défense : 1 jour.

En ce qui concerne les tâcherons, l'indemnité versée au titre des congés exceptionnels sera attribuée sur la base de 8 heures du coefficient 140 par jour de congé exceptionnel.

#### **2. Congés non rémunérés**

Sans condition d'ancienneté :

- décès d'un beau-parent : 1 jour supplémentaire ;
- décès d'un grand-parent : 2 jours ;
- décès d'un beau-frère, d'une belle-sœur : 1 jour ;
- mariage ou conclusion d'un pacte civil de solidarité par le salarié : 1 jour supplémentaire ;
- mariage d'un enfant : 1 jour supplémentaire.

Par ailleurs, pour des raisons familiales ou personnelles graves et motivées, tout salarié pourra solliciter de son employeur une autorisation exceptionnelle d'absence. »

### **Article 6**

Le présent avenant prend effet au 1<sup>er</sup> juillet 2005 et les parties signataires en demandent l'extension.

Fait à Alençon, le 4 juillet 2005.

(Suivent les signatures.)